

## L'indépendance du Maroc et de la Tunisie

**Copyright:** (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.  
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/l\\_independance\\_du\\_maroc\\_et\\_de\\_la\\_tunisie-fr-7123b71a-89bd-4f45-bae3-05c7986b17b4.html](http://www.cvce.eu/obj/l_independance_du_maroc_et_de_la_tunisie-fr-7123b71a-89bd-4f45-bae3-05c7986b17b4.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/05/2017



## L'indépendance du Maroc et de la Tunisie

### Le Maroc

Depuis la signature du traité de Fès en 1912, le Maroc était un protectorat français. Or, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les revendications indépendantistes s'intensifient. Déjà en 1943, le président américain Franklin Roosevelt avait encouragé le sultan marocain Sidi Mohammed ben Youssef dans sa volonté d'indépendance. Puis, à partir de 1947, ce dernier prend ses distances à l'égard du protectorat, fait l'éloge de la ligue arabe et soutient l'Istiqlal, parti de l'indépendance.

Cependant, la nomination du général Juin, chef d'État major général de la défense nationale (1947), puis du général Guillaume (1951) comme représentants officiels du gouvernement français à Rabat, montre que la France n'est pas prête à abandonner le Maroc. Dès 1951, le général Juin, soutenu par les colons conservateurs français, menace de destituer Sidi Mohammed Ben Youssef s'il ne désavoue pas l'Istiqlal. Sous la contrainte, le sultan cède et déclare se distancer des nationalistes.

Toutefois, les indépendantistes continuent leur lutte et créent le Front national marocain. Dans les mois suivants, les tensions ne cessent de monter. Entre 1952 et 1953, plusieurs manifestations anti-françaises sont réprimées dans le sang. En décembre 1952, les États arabes réussissent à faire inscrire la question marocaine à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Néanmoins, en 1953, à la suite d'une intrigue du pacha de Marrakech, le Glaoui, fidèle ami de la France, Sidi Mohammed Ben Youssef est enlevé du palais et exilé à Madagascar. Le lendemain, il est remplacé par Ben Arafa, candidat du Glaoui. À partir de ce moment, les nationalistes intensifient leur action et les attentats se multiplient.

Devant la détérioration accélérée de la situation, le gouvernement français est de plus en plus mal à l'aise face à la pression internationale et décide de faire revenir le sultan. Dès lors, les choses vont se précipiter. Le 6 novembre 1955, le ministre français des Affaires étrangères, Antoine Pinay, et Sidi Mohammed Ben Youssef signent les accords de La Celle-Saint-Cloud, prévoyant le retour sur le trône du sultan, sous le nom de Mohammed V, et l'indépendance du Maroc. Dix jours plus tard, Mohammed V rentre triomphalement à Rabat. Le 2 mars 1956, après la signature à Paris de la déclaration commune annulant le traité de protectorat de 1912, le Maroc accède à l'indépendance. Quelques semaines plus tard, ce sera le tour de la Tunisie.

### La Tunisie

Durant la Seconde Guerre mondiale, la Tunisie devient un terrain d'affrontement entre les Alliés et les puissances de l'Axe. Après plusieurs mois de combats, les forces alliées parviennent à repousser les troupes ennemies et la capitulation allemande du 12 mai 1943 entérine le retrait des puissances de l'axe de l'Afrique du Nord. Le 15 mai, l'autorité en Tunisie est transférée à la France libre. Aussitôt, Moncef Bey, bey de Tunis depuis 1942, est révoqué pour avoir collaboré avec les Allemands et est remplacé par Lamine Bey.

Profitant du mécontentement d'après-guerre et stimulé par l'indépendance de la Libye voisine (octobre 1951), le parti occidentaliste, le Néo-Destour réclame des réformes. Son leader Habib Bourguiba, appuyé par la ligue arabe, et le Bey lui-même réclament la constitution d'un gouvernement responsable.

Tandis que Paris préconise un système de co-souveraineté au sein de l'Union française, Bourguiba intensifie sa campagne pour l'indépendance de la Tunisie, en s'appuyant notamment sur l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). À partir de 1952, la répression s'abat sur les responsables politiques et Bourguiba est arrêté. Or, le recours au terrorisme amène la France à réagir.

Le 31 juillet 1954, Pierre Mendès France accorde l'autonomie interne à la Tunisie. C'est finalement le 17 septembre 1955 qu'est installé à Tunis un gouvernement composé exclusivement de Tunisiens.

Le 20 mars 1956, les négociations franco-tunisiennes aboutissent à l'indépendance totale de la Tunisie. Les premières élections législatives de l'histoire tunisienne donnent une large victoire au Néo-Destour et à Habib Bourguiba qui devient président de la République tunisienne. Le 12 novembre 1956, la Tunisie est admise aux Nations unies.